

Perpignan, le 20 octobre 2025

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° PREF/DCL/BCLUE/2025 293 - 0003

modifiant l'arrêté n° PREF DCL BCLUE 2023 041-0003 du 10/02/2023 autorisant la société OMYA SAS à poursuivre l'exploitation de la carrière de calcaire dite de « La Télévision » implantée sur la commune de Tautavel pour ce qui concerne l'exploitation de la bande des 10 mètres au sud-est de l'exploitant et d'approfondir l'exploitation d'un niveau de 15 mètres jusqu'à la cote 365 m NGF

Le Préfet des Pyrénées-Orientales,
Chevalier de l'Ordre national du mérite,

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret présidentiel du 16 juillet 2025 portant nomination de Monsieur Pierre REGNAULT de la MOTHE en qualité de Préfet des Pyrénées-Orientales ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/SCPPAT/2025-237-0001 du 25 août 2025 portant délégation de signature à Monsieur Bruno BERTHET, Sous-préfet, Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales ;

Vu l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrière et aux installations de premier traitement de matériaux de carrière ;

Vu l'arrêté ministériel du 09/02/2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières pour la remise en état des sites d'exploitation de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 31/07/12 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCLUE 2023 041-0003 du 10/02/2023 autorisant la société OMYA à poursuivre l'exploitation de la carrière de calcaire dite de « La Télévision » implantée sur la commune de Tautavel ;

Vu le Porter à Connaissance (PAC) déposé par la société OMYA le 05/06/2025 et complété le 24/09/2025, concernant des modifications apportées à la carrière dite de « La Télévision » située sur la commune de Vingrau ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 07/10/2025 ;

Vu l'absence d'observation du demandeur sur ce projet confirmée par mail du 08/10/2025 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitation de la bande de 10 m limitrophe avec la carrière de Nau-Bouques exploitée par la société La Provençale et l'approfondissement d'un niveau de 15 m permettant le raccordement des banquettes avec celles de la carrière Nau-Bouques, ne constituent pas une modification substantielle des conditions d'exploitation ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur des modifications ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

ARRÊTE

ARTICLE 1- OBJET DE L'ARRÊTÉ

La société OMYA, dont le siège social est situé 6 rue Pierre SEMARD, 51240 OMEY, immatriculée au registre du commerce sous le n° 562 072 678 R.C.S. (Châlons-en-Champagne), est autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de calcaire et ses installations annexes, situées sur la commune de Tautavel aux lieux-dits « Forat de les Nou Boques » et « Planer de Lanereda », site dit de la « Télévision », sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral n° PREF DCL BCLUE 2023 041-0003 du 10/02/2023 susvisé, modifié par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2-

- ▶ A l'article 1.2.3 « Caractéristiques principales des installations annexes » de l'arrêté du 10/02/2023 susvisé, la cote de fond de fouille maximale fixée à 380 m NGF est remplacée par 365 m NGF.
- ▶ A l'article 1.5.2 « Montant des garanties financière » de l'arrêté du 10/02/2023 susvisé, les montants fixés dans le tableau sont modifiés comme suit :

Périodes - Télévision	Montant en euros TTC
1 ^{ère} phase quinquennale, à compter de la signature du présent arrêté :	579 105,00 €
2 ^{ème} phase quinquennale :	531 977,00 €
3 ^{ème} phase quinquennale et jusqu'à la signature de l'arrêté préfectoral prévu à l'article 1.5.9 :	520 638,00 €

- ▶ Le document attestant de la constitution des garanties financières, mis à jour avec le nouveau montant, doit être transmis au préfet dans un délai de 3 mois à compter de la signature du présent arrêté.
- ▶ A l'article 8.1.8.2 « Phasage » de l'arrêté du 10/02/2023 susvisé, les principes d'exploitation sont remplacés par les dispositions suivantes :
 - Entre 2024 et 2028 (phase n° 1) : exploitation du carreau à la cote 400 m NGF s'étendant vers le Nord et le Sud-Est et la plateforme à la cote de 415 m NGF, qui s'étend en direction du Sud. Le front, situé entre 400 et 415 m NGF est progressivement repoussé en direction du Nord-Est. Exploitation de la fosse sud du site et de la bande des 10 m en limite sud-est, conjointement avec la carrière de Nau Bouques, jusqu'à la cote de 395 m NGF. Cette exploitation avancera par paliers successifs en direction de l'ouest ;
 - Entre 2028 et 2033 (phase n° 2) : Approfondissement de la fosse sud jusqu'à la cote 380 m NGF, coordonné avec l'exploitation de la carrière de Nau Bouques afin de raccorder les différents paliers de chaque site. Les fronts avanceront en direction de l'ouest avec la création de paliers situés à 400 m NGF et 415 m NGF au nord du site ;
 - Entre 2033 et 2038 (phase n° 3) : L'exploitation se poursuivra au sud pour atteindre la cote maximale d'exploitation située à 365 m NGF, toujours en cohérence avec les travaux d'exploitation de la carrière de Nau Bouques. Parallèlement, l'extraction se poursuivra au nord pour atteindre la géométrie définitive des fronts et la mise en œuvre de la verse.
- ▶ A l'annexe 3 de l'arrêté du 10/02/2023 susvisé les plans de phasage sont remplacés par les plans annexés au présent arrêté.

ARTICLE 3- SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PÉNALES

Dans le cas où les prescriptions définies par le présent arrêté ne seraient pas respectées et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application à l'encontre la société OMYA, des sanctions administratives et des sanctions pénales, prévues par le Code de l'Environnement.

ARTICLE 4- AFFICHAGE ET INFORMATION DES TIERS

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'Environnement, en vue de l'information des tiers :

- Une copie de l'arrêté est déposée en mairie de Tautavel et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie desdites communes pendant une durée minimum d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du Maire ;
- L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département des Pyrénées-Orientales, pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 5- DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 181-17 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Montpellier (34000) 6 rue Pitot, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Conformément à l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant cet arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Suivant les dispositions de l'article L. 514-6-III du Code de l'environnement, les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 6- Exécution – ampliation

Le Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, le Maire de la commune de TAUTAVEL, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont un exemplaire sera notifié la société OMYA.

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire général


Bruno BERTHET

ANNEXE : PLANS DE PHASAGE

Exploitation du site et remise en état : fin de la 1ère phase quinquennale ($T1 = T0 + 5\text{ans}$)





